

Bibliographie

Cycle de qualification Égalité-Citoyenneté

Janvier 2016

Cette sélection bibliographique est issue de plusieurs bibliographies réalisées par le Réseau RECI dont est membre l'IREV.

Elle a été réalisée grâce à la base de données bibliographiques mutualisée du Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI), consultable sur : <http://biblio.reseau-reci.org>

I. Égalité - Citoyenneté

LE PORS Anicet, **La citoyenneté**, Quatrième édition mise à jour, Paris : Presses universitaires de France (Puf), 2011, 127 p. (Que sais-je).

Résumé : Au sommaire de cet ouvrage qui analyse les différentes facettes de la citoyenneté et son évolution à travers les ans : Les valeurs de la citoyenneté (une conception de l'intérêt général ; un principe d'égalité ; une exigence de responsabilité) ; L'exercice de la citoyenneté (le statut du citoyen ; le citoyen dans la cité ; le citoyen et les institutions) ; La dynamique de la citoyenneté (la crise de la citoyenneté ; les droits du citoyen et les Droits de l'homme ; la citoyenneté dans la mondialisation).

BOUAMAMA Saïd, CORDEIRO Albano, ROUX Michel, **La citoyenneté dans tous ses états. De l'immigration à la nouvelle citoyenneté**, Paris : Edition Ciemi ; Harmattan (L'), 1992, 368 p.

SCHNAPPER Dominique, **La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation**, Paris : Gallimard, 1994, 228 p.

Résumé : La nation moderne est historiquement indissociable de la démocratie et essentiellement opposée au nationalisme. Quel avenir pour une communauté de citoyens, quand les uns se réclament de leurs particularismes ethniques ou de leur identité religieuse, quand les autres confondent leurs devoirs de citoyens avec leurs droits de consommateurs ?

SCHNAPPER Dominique, **La démocratie providentielle. Essai sur l'égalité contemporaine**, Paris : Gallimard, 2002, 325 p.

Résumé : Dans le cadre de son séminaire à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'auteur poursuit une réflexion précédemment engagée sur la définition de la République et de la citoyenneté. Cette fois-ci, l'analyse porte sur les effets de la démocratisation, à savoir sur l'extension de l'idée d'égalité et sur ses effets dans tous les domaines de la vie sociale. La dynamique démocratique en question est décrite comme un effet de la présence toujours plus importante de l'État et de l'extension de l'accès aux droits politiques au plus grand nombre. Seulement, des interrogations nouvelles apparaissent lorsque des revendications de droits culturels, contenus d'habitude dans l'espace privé, jaillissent dans l'espace public. En fin de compte, c'est la remise en cause de certaines conditions nécessaires pour "faire société" qui interpelle l'auteur.

WEIL Patrick, **Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution**, Paris : Grasset, 2002, 401 p.

Résumé : Huit ans de recherche ont été nécessaires à l'auteur, Patrick Weil, pour rassembler dans des fonds très divers les sources d'information qui lui ont permis de produire une étude sur l'histoire de la nationalité française. Il y distingue trois grandes étapes de construction. Celles-ci cheminent de l'Ancien régime au Code civil, puis de la période de 1803 à 1889 qui voit le droit du sol s'imposer, à celle de 1889 à 1940 qui donne à la naturalisation une importance considérable. La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse aux crises de la nationalité française, qui commencent sous la politique raciste de Vichy et se perpétuent ensuite dans une période plus proche. Une troisième et dernière partie étudie la nationalité en comparaison et en pratique, à savoir les droits français et allemand de la nationalité, le cas des Français discriminés et les procédures d'acquisition de la nationalité française.

SCHNAPPER Dominique, **Qu'est-ce que la citoyenneté ?**, Paris : Gallimard, 2000, 309 p.

Résumé : Aujourd'hui à l'heure de l'Europe et des revendications des valeurs du « multiculturalisme » certains évoquent et proposent un renouvellement des contenus de la citoyenneté classique. Utilisé à divers titres le terme de citoyenneté se plie à toutes sortes d'accommodations. Aussi l'auteur, en sociologue qu'elle est, revient aux origines historiques et politiques de ce mot interprété différemment au fil des traditions, depuis l'antiquité jusqu'au temps récent de la modernité politique. Des annexes, extraits de textes de grands auteurs, accompagnent chaque chapitre.

PAUGAM Serge (dir.), **Repenser la solidarité : L'apport des sciences sociales**, Paris : Presses universitaires de France (Puf), 2007, 980 p. (Le Lien social).

Résumé : Cet ouvrage a été réalisé à partir des huit journées du séminaire coordonné par l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, qui s'est déroulé entre 2005 et 2006.

Au vu des défis auxquels notre société est confrontée (inégalités diverses, discriminations, crise...), cet ouvrage propose de réfléchir à la réévaluation de la solidarité. Regroupant 50 contributeurs, les articles, qui se veulent accessibles pour mieux contribuer au débat démocratique, alimentent la réflexion sur les réformes à envisager pour une politique de réduction des inégalités plus efficace et pour un "maintien du lien social entre les différentes composantes de la société".

II. Laïcité

Laïcité – Généralités – Concepts ...

BAUBEROT Jean, **Histoire de la laïcité en France**, Paris, PUF, 2010, 127 p., bibliogr. 2 p. (Que sais-je ? n° 3571)

Jean Baubérot rend compte des grands débats actuels autour de la notion de laïcité, en retraçant l'histoire de la laïcité en France de 1789 au début du XXI^e siècle. Il rappelle que les objectifs de la laïcité sont la liberté de conscience, le libre exercice des cultes et l'égalité des droits. "Confrontée aujourd'hui à la mondialisation et à la montée du communautarisme, la notion de laïcité est au cœur des grands débats actuels que cette approche historique met en perspective".

CERF Martine, Directeur, HORWITZ Marc, Directeur, **Dictionnaire de la laïcité**, Paris, Armand Colin, 2011, 344 p.

Ce dictionnaire permet de mieux comprendre la laïcité en France et à travers le monde à travers notamment 240 définitions. Il a été dirigé par Martine Cerf et Marc Horwitz, tous deux membres de l'association EGALÉ (Egalité-Laïcité-Europe). Il est le fruit du travail d'une cinquantaine de chercheurs, d'historiens, de sociologues, d'avocats et de journalistes.

Il se veut un "ouvrage engagé, qui défend l'idée que la laïcité est le ciment d'un bien-vivre ensemble et que le principe de séparation des Églises et de l'État fait son chemin en Europe comme dans le monde du XXI^e siècle."

Observatoire de la laïcité, **La laïcité aujourd'hui, note d'orientation de l'Observatoire de la laïcité**, juillet 2014, 9 p.

Ce texte a vocation à éclairer les travaux de l'Observatoire de la laïcité à travers un rappel de l'histoire et des principes juridiques et philosophiques de la laïcité.

<http://www.gouvernement.fr/la-laicite-aujourd-hui-note-d-orientation-de-l-observatoire-de-la-laicite>

Laïcité en Europe et ailleurs

BAUBEROT Jean, MILOT Micheline, **Laïcités sans frontières**, Paris, Seuil, 2011, 338 p. bibliogr. 27 p. (La couleur des idées)

La laïcité est abordée dans cet ouvrage en tant que "mode d'organisation politique visant la protection de la liberté de conscience et l'égalité entre les citoyens". Les auteurs abordent sous l'angle sociologique les mutations religieuses et laïques en cours dans de nombreuses sociétés. Ils proposent un panorama général de l'histoire de la laïcité dans le monde, ce qui les conduit à dresser une typologie analytique de ce concept. L'impact de la laïcité sur la place des religions dans la sphère publique est présenté, ainsi qu'une clarification des notions de laïcité et de sécularisation. Une périodisation du processus de laïcisation selon trois seuils permet de montrer que celui-ci n'est pas linéaire. Pour finir, les auteurs effectuent un retour critique sur un certain nombre d'"idées reçues" sur la France, souvent présentée comme une référence en matière de laïcité, "pour le meilleur et pour le pire".

Laïcité au quotidien : collectivités locales – fonction publique

Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), Observatoire de la Laïcité, Ministère de l'intérieur, **Les fondamentaux sur la laïcité et les collectivités territoriales**, Paris, Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), 2015, 130 p.

Le rôle des collectivités territoriales dans la gestion des cultes et de la laïcité est "souvent méconnu" et pourtant il est majeur. Les élus locaux et les fonctionnaires territoriaux se doivent de respecter et de faire respecter la liberté religieuse et la laïcité.

Cet ouvrage réalisé par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et l'Observatoire de la laïcité, comporte dix fiches techniques qui abordent les principaux sujets que les collectivités territoriales doivent gérer en lien avec le principe de laïcité. Ces fiches sont accompagnées, dans le cadre d'une approche multimédia, de QCM, de vidéos et de clips d'animation numérique. Cet ouvrage comprend aussi de nombreuses ressources : recueil de textes officiels, présentation des principaux rapports publics intervenus sur ce sujet depuis 2000, mise en valeur de quelques documents de références (charte de la laïcité dans les services publics, charte de la laïcité à l'école...).

www.cnfpt.fr/sites/default/files/livret_laicite.pdf

Collectif, **Dossier juridique — La Laïcité**, *La Gazette des Communes*, avril 2015

Inscrite dans la loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation des Eglises et de l'Etat, la laïcité s'applique au quotidien par les collectivités. Or, son application est souvent compliquée, les collectivités étant en première ligne face aux demandes confessionnelles des administrés et des agents.

<http://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/dossier-juridique-la-laicite>

Observatoire de la laïcité, **Laïcité et collectivités locales**, Paris, Premier ministre, juillet 2015, 9 p.

Face aux difficultés pratiques que rencontrent certains élus et agents publics, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du principe de laïcité dans les collectivités territoriales.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-joincte/2015/10/charte_laicite_et_collectivites_locales-octobre2015-v3.pdf

Laïcité au quotidien : éducation

Collectif, **Les jeunes, le religieux et la laïcité**, in *Les Cahiers dynamiques*, n°54, novembre 2012

La question de la liberté religieuse et de la laïcité revient régulièrement sur le devant de la scène et interroge les professionnels de l'éducation dans leur pratique quotidienne. Cette question réapparue avec l'affaire du « foulard islamique » a suscité de vifs échanges. Un débat public a abouti à la loi du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. Quels ont été ses effets ? Comment les principes de la laïcité et de la liberté religieuse sont-ils déclinés dans les

différents établissements éducatifs ? Quelle place la religion, l'agnosticisme ou l'athéisme occupent-ils dans la construction identitaire des jeunes ? (Présentation éditeur)

DEBRAY Régis, **L'enseignement du fait religieux dans l'école laïque. Rapport à Monsieur le ministre de l'Éducation nationale**, Paris, Ministère de l'Éducation Nationale, 2002, 35 p.

Ce rapport présente l'état des lieux de l'enseignement du fait religieux en France et tente de réexaminer la place à attribuer à cet enseignement. Le rapport énonce d'abord les attentes : il s'agit, au nom de la sauvegarde des humanités, de rendre possible la transmission des cultures religieuses. Puis il aborde la question des résistances face à ce qui peut être perçu comme une intrusion du religieux dans la sphère laïque de l'éducation. L'auteur souligne ensuite les contraintes de l'enseignement du fait religieux dont l'efficacité peut être compromise par son irrégularité et par une approche trop banalisée. Le rapport tente de définir par la suite la notion de laïcité républicaine comme liberté de conscience et de culte mais surtout comme liberté d'intelligence, et voit dans l'enseignement du fait religieux une visée démocratique qui se doit d'être davantage équilibrée et distanciée, sans verser dans un scientisme naïf.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/024000544.pdf>

Laïcité au quotidien : entreprise

Haut Conseil à l'intégration (HCI), **Expression religieuse et laïcité dans l'entreprise - Avis**, Paris, HCI, septembre 2011, 24 p.

La République laïque a consacré, depuis 1905, la séparation des Églises et de l'État pour favoriser le "bien vivre ensemble", garantir la liberté de conscience -dont la liberté de culte- et distinguer les espaces publics et privés. C'est cette dernière distinction fondamentale que le HCI a souhaité préciser dans cet avis en différenciant les trois notions suivantes : La sphère publique ; Le domaine privé ; L'espace social.

<http://archives.hci.gouv.fr/IMG/pdf/HCI-Avis-laicite-entreprise-pdf-2.pdf>

Observatoire de la laïcité, **La gestion du fait religieux dans l'entreprise privée**, Paris, Premier Ministre, juillet 2015, 7 p.

Dans le cadre de l'entreprise privée, la prise en compte de la manifestation des convictions en matière religieuse par le salarié suppose de trouver un équilibre entre cette liberté, la liberté des autres et la bonne marche de l'entreprise.

Face aux difficultés pratiquées que rencontrent certains professionnels à juger de cet équilibre, l'Observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les réponses, encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du fait religieux dans le monde du travail.

http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2015/07/gestion_religieux_entreprise_privé-juillet2015.pdf

Laïcité au quotidien : religion, faits religieux

Collectif, **Religion, identité et espace public : Actes de la rencontre organisée le 14 décembre 2004 à la Mairie de l'Île-Saint-Denis**, Profession Banlieue, Saint-Denis, 2006, 82 p.

Un phénomène de société récent - la visibilité du religieux dans les espaces publics, notamment dans les territoires où se concentrent des personnes en précarité et immigrées - interroge, voire inquiète l'opinion publique. Cet ouvrage rassemble les comptes rendus d'interventions de plusieurs chercheurs spécialistes de la question qui montrent que la sécularisation de la société se confirme avec paradoxalement une visibilité accrue du religieux, y compris radical. Les individus les plus fragiles trouvent dans les croyances une ressource identifiatoire qu'ils ne trouvent plus forcément dans le champ politique, éducatif ou social. Ce phénomène, grossit par les médias et les événements mondiaux, renforce le racisme envers les musulmans notamment.

Haut Conseil à l'Intégration (HCI), **Les défis de l'intégration à l'école et recommandations du Haut Conseil à l'Intégration au Premier Ministre relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République**, Paris, HCI, 2011, 197 p.

Ce rapport comprend deux études distinctes : "relever les défis de l'intégration à l'école" et les

recommandations du Haut Conseil à l'intégration relatives à l'expression religieuse dans les espaces publics de la République. Dans cette dernière, le HCI exprime une réflexion d'ensemble sur les rapports de la religion et de la République.

Laïcité au quotidien : santé

Collectif, **Santé, religion et laïcité. Actes du Xe colloque du Cercle de formation juridique en droit de la santé** (Aix-en-Provence, 29 novembre 2010), in *Les cahiers de droit de la santé du sud-est*, n° 13, septembre 2011, 330 p.

Le système de santé est tenu à la neutralité religieuse et au respect des croyances. Comment concilier ces deux exigences ? Comment y parvenir avec la diversité religieuse d'aujourd'hui sans introduire une discrimination entre les confessions ? Et tous les soins médicaux sont-ils religieusement neutres ? Le Centre de droit de la santé d'Aix-Marseille esquisse, entre juristes de convictions philosophiques très diverses, des réponses possibles et éclaire ces réflexions à la lumière du droit comparé.

Laïcité au quotidien : travail social

BOUZAR, Dounia, BOUZAR, Lylia, **Laïcité et égalité : pour une posture professionnelle non discriminatoire : Synthèse de la formation-action à l'attention des intervenants socio-éducatifs**, Nantes, RésOvilles, Mars 2015, 76 p., Bibliogr. 5 p.

Cet ouvrage, synthèse de la formation action conduite par Profession Banlieue, RésO Villes et Trajectoire Ressources, est le fruit d'une réflexion collective de professionnels de l'action socio-éducative, qui se sont penchés sur des situations issues de leur expérience. Il ambitionne de partager, avec des collègues ou des élus, des interrogations, des réflexions, des critères et des arguments, afin que la question de la laïcité devienne une compétence professionnelle, ne dépende pas uniquement de la subjectivité de chacun et puisse être portée et travaillée collectivement par des équipes de professionnels. Une laïcité garante de la liberté de chacun, sans discrimination de telle religion ou telle population. (Source : éditeur)

GUELAMINE Faïza dir., VERBA Daniel dir., **Interventions sociales et faits religieux : les paradoxes des logiques identitaires**, Rennes, Presses de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP), 2014, 249 p.

Cet ouvrage collectif fait suite au colloque de Bobigny, des 22 et 23 avril 2013, consacré aux faits religieux dans le travail social. En effet, depuis plus d'une dizaine d'années, les intervenants sociaux sont confrontés, dans l'exercice de leurs fonctions, à des problématiques religieuses émanant des usagers, mais aussi de leurs propres collègues. Une première partie de cet ouvrage rappelle les concepts philosophiques, éthiques et sociologiques au cœur du fait religieux, ainsi que sa dimension historique et anthropologique souvent ignorée ou dévoyée. La deuxième partie balaie, à travers des enquêtes de terrain le champ des différents métiers du social, les institutions dans lesquelles ils sont formés et exercent. Pour finir, la troisième partie explore la question religieuse dans des pays où elle se confond étroitement avec la question sociale.

Observatoire de la Laïcité, **Laïcité et gestion du fait religieux dans les structures socio-éducatives**, Paris, Premier Ministre, 2014, 12 p.

L'observatoire de la laïcité a souhaité établir un guide rappelant les bonnes pratiques et les réponses encadrées par le droit, aux cas concrets relevant du fait religieux dans le secteur des structures socio-éducatives, tant pour les salariés que pour les usagers. Ceci pour éviter que le fonctionnement et le projet éducatif de ces structures ne soient perturbés ou remis en cause par des revendications à caractère religieux.

<http://www.gouvernement.fr/guide-laicite-et-gestion-du-fait-religieux-dans-les-structures-socio-educatives>

Rapports publics

ARNOULT-BRILL Edith, SIMON Gabrielle, **Le fait religieux dans l'entreprise. Avis du Conseil économique, social et environnemental**, Paris Les éditions des journaux officiels, 2013, 84 p.

Cet avis, du Conseil économique, social et environnemental (CESE) porte sur le fait religieux dans le secteur privé des entreprises, des associations et des structures agissant pour le compte des collectivités publiques. Il envisage le fait religieux dans sa globalité, c'est-à-dire en considérant toutes les religions. Le CESE, dans une première partie, rappelle la réalité de la notion de fait religieux dans l'entreprise, tant à partir des règles juridiques applicables qu'à partir des faits et des pratiques rapportés et analysés par les acteurs de terrain et différents observateurs. Dans une deuxième partie, il émet des recommandations visant à faciliter l'accès aux règles de droit en vigueur et à promouvoir de bonnes pratiques s'appuyant sur l'implication des acteurs de l'entreprise.

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2013/2013_25_fait_religieux_entreprise.pdf

Observatoire de la laïcité, BIANCO Jean-Louis, **Rapport annuel de l'Observatoire de la laïcité 2014-2015**, Paris, Premier Ministre, 2015, 362 p.

L'Observatoire de la laïcité présente son deuxième rapport annuel depuis son installation par le Président de la République le 8 avril 2013. Il le fait dans le contexte particulier qui fait suite aux attentats des 7,8 et 9 janvier qui ont coûté la vie à des personnes en raison de leurs professions (journalistes, policiers) ou de leur religion (juive).

Il propose un nouvel état des lieux du respect du principe de laïcité, sur la base des auditions organisées avec tous les ministres concernés, l'ensemble des représentants des principaux cultes en France, des principales obédiences maçonniques, et des principaux mouvements d'éducation populaire.

D'autres actions concernant l'application du principe de laïcité sont abordées dans le rapport : élaboration de guides pratiques dans les différents secteurs, accompagnement personnalisé auprès des particuliers et des collectivités.

STASI Bernard, Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République, **Laïcité et République, rapport au président de la République**, Paris, La Documentation française, 2003, 166 p.

Installée officiellement le 3 juillet 2003, la commission de réflexion portant sur l'application du principe de laïcité dans la République, présidée par Bernard Stasi, a rendu ses conclusions au président de la République le 11 décembre 2003. Après avoir rappelé les conditions historiques de l'apparition de la laïcité ainsi que le principe juridique qui a présidé à son application, la commission présente le résultat des nombreuses auditions effectuées auprès des acteurs concernés ainsi que les conclusions du débat et des comparaisons faites avec l'étranger. Elle réaffirme les principes de la laïcité dans l'école (interdiction des signes "ostensibles") mais aussi dans d'autres secteurs comme l'hôpital ou les prisons et elle insiste également sur la nécessité de garantir le respect de la diversité spirituelle. Ces rappels multiples ne peuvent se solder selon la commission que par l'adoption d'une loi.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/034000725.pdf>

Outils

Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté (Adric), **Agir pour la laïcité dans un contexte de diversité culturelle : des idées reçues à une pratique citoyenne : un outil pour analyser et agir**, Paris, Adric, juin 2009, 61 p.

Guide méthodologique de la laïcité, aidant à la fois à clarifier la complexité liée à cette notion (rappels historiques, sens) et à trouver des solutions pour résoudre les conflits rencontrés dans les pratiques professionnelles. Cet outil peut être utilisé par les acteurs sociaux et les élus locaux, entre autres. Des exemples concrets, issus d'expériences de terrain, illustrent les parties théoriques, donnant des réponses ou l'idée de solutions possibles. Les champs d'action concernés sont le travail, l'enseignement, l'accueil et l'accompagnement des publics, la santé, les quartiers, les relations avec les collectivités locales.

BOUZAR Dounia, **Laïcité mode d'emploi. Cadre légal et solutions pratiques : 42 études de cas**, Paris, Eyrolles, octobre 2010, 175 p.

"La laïcité est un système juridique instauré pour que les français puissent tous ensemble avoir un destin commun, avec leurs identités multiples, variées, qui peuvent d'ailleurs évoluer". Au travers de 42 études de cas sur l'application de la laïcité, Dounia Bouzar fait le point sur la loi française et les différentes jurisprudences, dans le secteur public et le secteur privé : à l'école, à l'hôpital, à la cantine, au centre de loisirs, à la piscine, à la mairie, au travail. Surtout, elle donne des solutions concrètes pour aider à s'orienter, en répondant aux questions suivantes : Sur quels critères objectifs se baser pour répondre à une demande ? Comment communiquer sur ce sujet ? Comment concilier libertés individuelles et vivre ensemble ?

Sitographie

Assemblée Nationale

Textes de références législatifs et réglementaires...

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/laicite.asp#avoir>

Ceméa, Les Francas, Ligue de l'enseignement

La laïcité à l'usage des éducateurs

<http://www.laicite-educateurs.org/>

La Documentation française

Dossier "La laïcité : débats 100 ans après la loi de 1905"

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/laicite/index.shtml>

Ligue de l'Enseignement - **Commission Islam et Laïcité**

<http://www.islamlaicite.org/>

Observatoire de la laïcité

<http://www.gouvernement.fr/observatoire-de-la-laicite>

Observatoire des Religions et de la Laïcité (Bruxelles)

<http://www.o-re-la.org/>

Le Sceren/CNDP

Dossier "Laïcité, valeur de l'école républicaine"

<http://www2.cndp.fr/laicite/presentation.htm>

Sénat - **Dossier d'information "Laïcité : les débats au Sénat"**

<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl03-209.html>

Blog de Jean BAUBEROT

<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-bauberot>

Groupe sociétés, religions et laïcités

<http://www.gsrl.cnrs.fr/>

Lutte contre les discriminations dans les contrats de ville

- Lutte contre les discriminations et politique de la ville

BEAUCHEMIN Cris (dir.), HAMEL Christelle (dir.), SIMON Patrick (dir.), HERAN François (Préfacer), **Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France**, Paris : Ined éditions, 2015, 622 p., (Grandes enquêtes).

Résumé : Cet ouvrage présente les résultats de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) réalisée auprès de 22000 personnes afin d'avoir des connaissances statistiques de la situation des populations liées à l'immigration, sur la diversité des populations en France, et sur les discriminations. Un des apports majeurs de cet ouvrage est qu'il combine l'approche objective et subjective de la discrimination en étudiant pour la première fois l'expérience du racisme subi. Les contributions sont organisées autour de cinq parties : diversité des origines et des trajectoires ; l'accès aux ressources scolaires, sociales et professionnelles ; les dynamiques familiales ; discrimination et racisme : la prise en compte des perceptions ; questions d'identités.

BRINBAUM Yaël, GUEGNARD Christine, **Effets du lieu de résidence en ZUS sur les parcours et le sentiment de discrimination des jeunes issus de l'immigration**, Dijon, Institut de Recherche sur l'Education, mai 2015, 13 p. (Les Documents de Travail de l'IREDU 2015/3)

[http://iredu.u-](http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf)

[bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf](http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf)

BUNEL Mathieu, ENE Emilia, L'HORTY Yannick, PETIT Pascale, **Effets de quartier, discrimination territoriale et accès à l'emploi**, Saint-Denis, SGCIV, juin 2013, 52 p. (Les documents de l'ONZUS)

Résumé : Cette étude se fonde sur la méthode du testing pour démontrer le rôle du lieu de résidence dans l'accès à l'emploi, et plus précisément pour l'accès à un entretien d'embauche. L'expérimentation s'est limitée à six quartiers de Paris et Seine-Saint-Denis, perçus comme favorisés, difficiles (ZUS) et intermédiaires (hors ZUS), et s'est effectuée sur deux professions en tensions : serveur et cuisinier. De plus, pour mesurer au mieux l'effet du territoire indépendamment de l'origine des personnes, le testing a présenté des candidats à prénom et patronyme suggérant qu'ils ne sont pas issus de l'immigration.

L'étude présente également les résultats des travaux antérieurs réalisés en France avec des méthodes analogues et analyse ses résultats en termes de conséquences sur les politiques publiques.

http://www.onzus.fr/uploads/media_items/document-onzus-n-4.original.pdf

CGET, **Combattre les inégalités femmes-hommes dans les territoires fragiles**, in *En Bref* n°6, octobre 2015, 4 p.

Résumé : Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les espaces très peu denses, l'accès des femmes à l'emploi reste difficile. C'est pourquoi le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a fait de l'égalité femmes-hommes une priorité transversale notamment en matière d'éducation, de formation et d'emploi. Ce numéro d'En Bref permet de prendre la mesure des inégalités femmes-hommes et présente les moyens mobilisables par les différents acteurs, publics et privés, pour mieux les combattre. (Source : éditeur)

<http://www.cget.gouv.fr/sites/default/files/pdf/actualite/464/bref-06-cget-10-2015.pdf>

CGET, **Guide méthodologique et cas pratiques : Prévention et lutte contre les discriminations dans les contrats de ville**, 2015, 165 p.

Résumé : La lutte contre les discriminations constitue un des axes des contrats de ville pour combattre les inégalités. Ce guide propose des clés pour l'évaluation des actions de prévention et de lutte contre les discriminations liées à l'origine et des actions d'accès aux droits. La deuxième partie de l'ouvrage présente des actions concrètes. Il est le fruit d'une collaboration entre les services de l'État, les Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, du Défenseur des droits et des partenaires associatifs.

http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cget_discriminations_pap.pdf

CR DSU, **Déclarer n'est pas lutter : contre les discriminations, place à l'action !** in *Les cahiers du Développement Social Urbain*, n° 61, Premier semestre 2015.

Résumé : La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 fait de la lutte contre les discriminations l'un des objectifs prioritaires que doit viser la politique de la ville. L'objectif de ce numéro est d'apporter un outillage aux acteurs de la politique de la ville sur les principes d'égalité et de non-discrimination. Il vise plus précisément à décrypter les réalités et les enjeux, à présenter des expériences en Rhône-Alpes en matière de prévention et de lutte contre les discriminations, à identifier les points de blocage et les leviers dans la mise en œuvre des actions, et à créer du débat autour de ces questions.

CREDOC, BIGOT Régis, HOIBIAN Sandra, MÜLLER Jörg, **Evolution du regard sur les quartiers «sensibles» et les discriminations entre 2009 et 2014**, Paris, Crédoc, avril 2015

Résumé : Ce document présente les résultats d'une partie de l'enquête « Conditions de vie et les aspirations des Français » du CREDOC début 2014. A la demande de l'ACSE, des questions ont été insérées dans l'enquête. Ces questions peuvent être comparées aux résultats d'une enquête réalisée en 2009. Le présent rapport présente trois thèmes : Les préoccupations de l'opinion publique vis-à-vis de plusieurs questions sociétales : la pauvreté, l'insécurité, les quartiers « sensibles », l'intégration des immigrés en France, etc, le regard porté sur les quartiers dits « sensibles » et l'état de l'opinion vis-à-vis des discriminations. En 2014, 78% de nos concitoyens se disent préoccupés par ce sujet. Dans le même temps, le regard que portent nos concitoyens sur les quartiers sensibles s'est durci et enfin 85% des français se préoccupent du problème des discriminations.

<http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R322.pdf>

Le Défenseur des droits, **Prévenir les discriminations et garantir l'égalité ? Gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales – Méthode d'autoévaluation**, 2013, 30 p.

Résumé : Ce guide s'adresse aux employeurs publics plus particulièrement aux élus et techniciens et partenaires (centre de gestion, CNFPT...) investis dans le processus décisionnel. Il est construit comme un outil d'autoévaluation des pratiques et dispositifs mis en œuvre par les collectivités. Il leur permet d'évaluer l'état d'avancement de leurs politiques de gestion des ressources humaines (recrutement, gestion des carrières et rémunérations) afin de faire évoluer leurs pratiques vers une égalité effective dans leurs recrutements et la carrière de leurs agents.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_qui_20130101_discriminations_rh_ct.pdf

Le Défenseur des droits, L'Organisation internationale du travail pour la France, **Baromètre de la perception des discriminations au travail : regard croisé salariés du privé et agents de la fonction publique**, Paris, CSA, janvier 2012, 58 p.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/upload/barometre_oit_-_etude_-_discriminations_a_lemploi.pdf

DOYTCHEVA Milena, **Une discrimination positive à la française ? Ethnicité et territoire dans les politiques de la ville**, Paris, La Découverte, septembre 2007, 228 p. (Alternatives sociales)

Résumé : Cet ouvrage traite de la discrimination positive dans les espaces ainsi que la lutte contre la discrimination et le soutien des organismes publics. A travers cette enquête de terrain socio-historique sur une période de vingt ans, l'auteur nous montre comment les politiques de la ville ont créé des zones sensibles dans notre pays. Ce qui a donné naissance à la discrimination positive territoriale. La nécessité de reconnaître la diversité de la société demande un comportement différent de l'État. Il faut gérer l'ethnicité et le territoire. L'Etat avec ce concept récent peut garder alors sa neutralité et préserver son principe républicain.

DOYTCHEVA Milena, **Le multiculturalisme**, Paris, La Découverte, 2005, 128 p. (Repères)

Résumé : "Sous des formes et à des échelles différentes, on observe aujourd'hui le développement de phénomènes d'affirmation identitaire, de demandes de reconnaissance des identités culturelles". C'est en partant de cette observation que l'auteure dresse une synthèse de la notion de multiculturalisme. Elle revient sur l'histoire de ce concept et sur ses formes dans divers pays avant de tenter une explication plus générale en lien avec la mondialisation.

Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), **Rapport n°2014-06-19 - EGALiTER "Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés"**, Paris, HCEfh, 2014, p. 286.

Résumé : Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) a remis en juin 2014 un rapport " Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers

de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés" à Mme la ministre des droits des femmes, de la jeunesse et des sports. Le rapport revient sur le fait que les femmes en situation de précarité sont les premières confrontées aux difficultés rencontrées dans les territoires politique de la ville et ruraux fragilisés. Il propose des outils pratiques pour les acteurs et actrices et formule des recommandations à partir de trois priorités : emploi des femmes, espace public, citoyenneté et violences et accès aux droits et aux services. Le rapport propose une démarche globale dite EGALiTER pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politique d'égalité. Elle repose sur six piliers : le portage politique, la formation des acteurs et actrices, le ciblage des crédits en direction des femmes, la garantie de déclinaison territoriales, de coordination et d'animation de la démarche, l'innovation sociale et l'expérimentation dans les territoires et l'évaluation.

http://haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/haut-conseil-egalite.gouv.frimgpdfhcefh_rap_egaliter_vf.pdf

Institut Montaigne, **Dix ans de politiques de diversité : quel bilan?** Paris, Institut Montaigne, 2014, 112 p.

http://www.institutmontaigne.org/res/files/publications/rapport_politique%20de_diversit%C3%A9_institut_montaigne.pdf

OKBA Mahrez, **Jeunes immigrés et jeunes descendants d'immigrés. Une première insertion sur le marché du travail plus difficile en particulier pour ceux qui résident en Zus**, in *Dares Analyses*, n° 74, sept. 2014

Résumé : La Dares publie une étude issue de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) menée en 2008. Les jeunes âgés de 18 à 29 ans immigrés ou descendants d'immigrés rencontrent plus de difficultés d'insertion à la fin de leur étude que les autres. Ils se retrouvent plus souvent en période de chômage ou en inactivité que les jeunes non issus de l'immigration. L'étude montre également que lorsque ces jeunes habitent en Zus, les difficultés sont d'autant plus importantes et le sentiment d'avoir subi une discrimination liée à l'emploi est encore plus prégnant.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-074.pdf>

PAUGAM Serge (dir.), Équipe de recherche sur les inégalités sociales (ERIS), **L'intégration inégale. Force, fragilité et rupture des liens sociaux**, Paris : Presses Universitaires de France, 2014, 512 p., (Le Lien social).

Résumé : "La notion d'intégration est omniprésente dans le débat social. Elle permet à la fois de penser les institutions, les normes et les politiques qui assurent la régulation sociale et d'analyser les phases du processus au cours duquel les individus parviennent à participer à des groupes déterminés et à la société dans son ensemble.

L'objectif de ce livre est d'interroger le système social dans sa globalité en partant des différents types de liens sociaux (filiation, participation élective, participation organique et citoyenneté) qui attachent les individus entre eux et à la société.

Sa problématique repose sur l'hypothèse que l'intégration est fondamentalement inégale en raison de la fragilité intrinsèque de ces liens sociaux et de la fragilisation poussée de leur entrecroisement. Pour en faire la démonstration, il interroge, d'une part, la transformation du système normatif qui encadre ces liens et, d'autre part, à partir de nombreux exemples, les obstacles réels auxquels sont confrontés les différents groupes sociaux pour s'y conformer. Il débouche sur une typologie qui permet de comparer les différents paliers de l'intégration et, par conséquent, les inégalités structurelles à l'origine des tensions sociales actuelles." (Présentation éditeur)

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **La prévention et la lutte contre les discriminations dans les contrats de ville**, juin 2015, 12 p.

Résumé : Le Réseau RECI propose, par le biais de cette note, des apports méthodologiques visant la prise en compte de la dimension prévention et lutte contre les discriminations dans les nouveaux contrats de ville. En effet, depuis 2006, le Réseau RECI effectue un travail de capitalisation des expériences de collectivités engagées dans la prévention et la lutte contre les discriminations. Cette note s'inscrit dans le prolongement de ces travaux à des fins d'outillage des contrats de ville 2015 – 2020.

<http://reseau-reci.org/la-prevention-et-la-lutte-contre-les-discriminations-dans-les-contrats-de-ville/>

Réseau Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **Prévention des discriminations & collectivités. Initier, mobiliser, pérenniser. Séminaire national 2012**, 2013, 56 p.

Résumé : Cette publication est le fruit d'un travail de réflexion initié par le Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI) afin de mieux comprendre les évolutions des politiques locales de prévention et de lutte contre les discriminations. Son objectif est de permettre aux acteurs de disposer de ressources et d'éléments de connaissance pour initier des démarches visant l'égalité et la non-discrimination et répondre ainsi aux impératifs des politiques publiques dans ce domaine. Devant la nécessité de redonner la parole aux politiques et aux acteurs locaux, cette contribution collective constitue une étape dans la redéfinition d'une politique volontariste qui implique le local et le national. Elle prône une approche non pas transversale des discriminations, mais une « logique intégrée ». Il s'agit en effet de faire en sorte que la non-discrimination structure toute action publique et se décline dans tous les domaines.

http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2013/06/reseau_reci_actes_seminaire_prevention_discriminations_collectivites.pdf

SCHNAPPER Dominique, **Qu'est-ce que l'intégration ?** Paris : Gallimard, 2007, 240 p.

Résumé : Cet ouvrage analyse le concept d'intégration, qui porte à la fois sur l'intégration des individus à la société et sur l'intégration de la société dans son ensemble. C'est un terme particulièrement ambigu car il appartient à la fois au langage politique et à celui de la sociologie. L'auteur revient sur la tradition de la pensée sociologique dans ce domaine. Puis il aborde l'intégration des migrants et de leurs descendants à la "Société Nationale". Pour finir, il traite de l'intégration de la "Société Nationale", c'est-à-dire à la manière de faire participer tous les membres de cette société à la vie collective.

• Des territoires en action(s)

Altidem, **Capitalisation et évaluation des plans territoriaux de lutte contre les discriminations**, Paris, Altidem, janvier 2011, 70 p.

CR DSU, **Lutte contre les discriminations : Quelles conditions de réussite pour la conduite d'une démarche locale ? Synthèse des ateliers permanents octobre 2007-mars 2008**, in *Les échos... des ateliers permanents du CR DSU*, n° 3, septembre 2008, 19 p.

Résumé : Le Centre de ressources a réuni des acteurs de Politique de la ville pour travailler la question : "Comment impulser et conduire un programme d'action local en matière de prévention et de lutte contre les discriminations ?". 6 ateliers d'échanges des pratiques ont permis d'aboutir à une grille de références de base pour la réussite d'un projet local. Le cheminement est passé de quelques définitions et rappels historiques de la discrimination, à la comparaison des modèles français évoluant de l'intégration à la discrimination positive, avec le modèle d'égalité stricto sensu, ainsi que par des jeux de rôles pour mieux comprendre les enjeux de négociation pour la mise en place d'une politique locale dans ce domaine.

http://www.crdsu.org/c_9_25_Publication_641_1_Lutte_contre_les_discriminations_Quelles_conditions_de_reussite_pour_la_conduite_d_une_demarche_locale_.html

Ville de Paris, **Mieux comprendre les discriminations par les pratiques - actes du séminaire « référentiel qualité » - 14 février 2013**

<http://www.paris19contrelesdiscriminations.fr/wp-content/uploads/2014/02/LCDE-actes-referentiel-qualite-2013.pdf>

○ Exemples d'actions

Comité de veille et d'action contre les discriminations et pour l'égalité (CODABE) de Bordeaux

http://www.bordeaux.fr/ebx/pgFicheOrga.psm1?_nfpb=true&_pageLabel=pgFicheOrga&classofcontent=organisme&id=7674

Plan rennais de lutte contre les discriminations

<http://www.egalite-rennes.fr/wp-content/uploads/2012/02/PLCD-8juin092.pdf>

Plan rouennais d'actions égalité homme/femme 2013-2015

http://www.rouen.fr/sites/default/files/plan_action_egal_hf_13.pdf

Guide pratique de l'égalité et de la non-discrimination au travail de la ville de Villeurbanne
http://www.egalitecontreracisme.fr/sites/default/files/atoms/files/guide_pratique_de_legalite_et_de_la_non-discrimination_au_travail_villeurbanne_0.pdf

Pour plus d'exemples : <http://www.pearltrees.com/insetdunkerque/lutte-discriminations-contrats/id15066219#I529>

Pour aller plus loin :

- **Lutte contre les discriminations – généralités**

ARNOULET Emilie, Coordinatrice; VITEAU Julien, Coordinateur, **Les discriminations : comprendre, agir, accompagner**, in *Formation et territoire*, n°11, décembre 2006, 128 p.

Résumé : Ce n°11 de la revue *Formation et territoire* aborde les discriminations dans une double perspective d'action et de réflexion. La première partie, intitulée "comprendre" s'interroge sur les conditions et le sens de l'apparition de la discrimination. Les contributions de la seconde partie -"Agir"- détaillent des stratégies de lutte contre les discriminations en entreprises ou dans les services d'emploi et/ou d'accompagnement. Enfin la troisième partie -"accompagner"- concerne les victimes de discriminations.

http://www.arifor.fr/IMG/pdf/formation_territoire_11.pdf

AST Frédérique, DUARTE Bernadette, **Les discriminations religieuses en Europe : droit et pratiques**, L'Harmattan, 2012, 294 p.

BENBASSA Esther, LECERF Jean-René, **Rapport d'information relatif à la lutte contre les discriminations**, Paris, sénat, novembre 2014

Résumé : Ce rapport d'information pointe les problématiques relatives aux discriminations ethniques, raciales et religieuses. Les nombreuses auditions ont permis aux auteurs de dresser un état des lieux de l'arsenal juridique mobilisable en matière de lutte contre les discriminations. Ce constat et l'analyse qui en découle ont conduit les auteurs à faire plusieurs propositions autour de trois axes : mieux mesurer les discriminations en proposant d'introduire une fois tous les cinq ans, dans le recensement, une question sur le pays de naissance des ascendants et la nationalité antérieure ; conforter le cadre juridique en revenant sur les difficultés de la mobilisation du droit par les victimes ; améliorer la communication et l'information par le biais de la formation des acteurs, d'une meilleure connaissance du Défenseur des droits ou encore de l'enseignement laïc du fait religieux dans la scolarité.

<http://www.senat.fr/rap/r14-094/r14-0941.pdf>

BIHR Alain dir., PFEFFERKORN Roland dir., **Dictionnaire des inégalités**, Paris, Armand Colin, 2014

CEDIEY Eric, FORONI Fabrice, **Les discriminations à raison de " l'origine " dans les embauches en France : une enquête nationale par tests de discrimination selon la méthode du bureau international du travail**, Genève, Bureau international du Travail, 2007, 113p.

Résumé : Ce rapport présente les résultats d'une enquête par tests de discrimination réalisée de fin 2005 à mi-2006 en France. Elle était destinée à vérifier l'existence, étudier les caractéristiques et mesurer l'ampleur des discriminations à l'embauche, en fonction de l'origine. La DARES (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère français de l'emploi et de la cohésion sociale) a mandaté le bureau international du travail (BIT) pour faire réaliser cette enquête, dont ISM-CORUM a mené les tests de discrimination, puis l'analyse des résultats. L'enquête a porté sur 6 villes de France : Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Paris et Strasbourg. Une première partie de ce rapport rappelle le cadre juridique des tests de discrimination, ainsi que des exemples d'enquêtes. Dans une deuxième partie sont présentées les données statistiques, nationales et locales, utiles à la spécification des marchés du travail qui ont été testés et à l'analyse de la situation, sur ces marchés, des jeunes gens dits "issus de l'immigration". La troisième partie expose les principes généraux et le protocole d'enquête précis de l'étude. Pour finir les résultats des tests de discrimination sont analysés.

http://www.ismcorum.org/stock_images/actus/361/embauche-bit-ism-corum.pdf

Collectif, **Les minorités de la République : la discrimination au logement des jeunes générations d'origine immigrée**, La Dispute, 2006, 179p.

Collectif. **Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique – Edition 2014**, Direction Générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), septembre 2014, 292 p.
http://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/rapport_annuel/RA-egalite-2014.pdf

Collectif, **Politiques de lutte contre les discriminations**, in *Informations sociales*, n°148, juil-août 2008, 137 p.

Résumé : Ce numéro de la revue "Informations sociales", est consacré aux politiques de lutte contre les discriminations en France. Dans un premier temps, il revient sur la construction du concept de discrimination sur le plan législatif, mais également dans les discours de l'action publique depuis les années 1990. Ensuite, il interroge les dispositifs de lutte contre les discriminations et la manière dont les politiques publiques s'en sont saisies, à travers le concept de "discrimination positive" par exemple. Une dernière partie est consacrée à l'effectivité des politiques publiques dans ce domaine.

<http://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2008-4.htm>

Le Défenseur des droits, **Bilan annuel d'activité 2014**, Le Défenseur des droits, janv. 2015, 200 p.

Résumé : Le rapport d'activité 2014 du Défenseur des droits déclare que l'institution a reçu plus de 100 000 demandes d'intervention ou de conseils dont 73 463 dossiers de réclamations représentant près de 85 000 réclamants et 39 130 appels.

Dans le domaine de la lutte contre les discriminations, le Défenseur des droits a reçu 4535 réclamations soit une hausse de 23,46% par rapport à 2013.

La deuxième partie du rapport est consacrée aux actions de promotion de l'égalité, entendue comme une mission qui contribue à l'effectivité des droits et l'accès aux droits. Son action tend à faire évoluer les représentations et les pratiques en commandant des enquêtes ou études. Le bilan d'activité rapporte également son intervention auprès du gouvernement en termes de préconisation sur des évolutions législatives et réglementaires.

Pour finir, il fait état de son réseau de délégués, véritable réseau de proximité développé sur toute la France.

Le Défenseur des droits, l'Organisation internationale du travail pour la France, **Baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi : enquête auprès des demandeurs d'emploi**, Paris, IFOP, 13 février 2015, 32 p.

http://www.ifop.com/media/poll/2939-1-study_file.pdf

FRANCK Cécile, HAMMAN Philippe, **Quelles mise en œuvre de la directive européenne contre les discriminations raciales ? Une comparaison France, Espagne, Royaume-Uni, Belgique**, De Boeck Supérieur, 2014, 283 p. (Ouvertures sociologiques)

LORCERIE Françoise coordination, **Action publique et discrimination ethnique**, in *Migrations Société*, vol. 22, n°131, septembre - octobre 2010, 264 p., bibliogr. 8 p.

Résumé : Ce dossier se propose d'analyser l'action de l'État, et notamment l'action publique (activité réglementaire et pratiques des agences publiques) sur deux aspects faisant l'actualité : le phénomène des discriminations ethniques d'une part et la constitution de minorités ethniques dans l'espace français d'autre part. Composé de quatre parties, ce dossier aborde successivement : la question des catégories ethniques ; la question des instruments de l'action publique en la matière ; le déploiement des politiques publiques et leurs freins ; la question de la discrimination indirecte dans les services publics en se basant sur deux exemples (armée et école).

En conclusion, le coordonnateur du dossier aborde l'éthique professionnelle comme facteur explicatif des contrastes constatés.

NOËL Olivier, **Un consensus ambigu la lutte contre les discriminations raciales**, in Didier Fassin, *Les nouvelles frontières de la société française*, Bibliothèque de l'Iris, la Découverte, 2010, 599 p.

Résumé : Cet apport met en valeur des données rassemblées par le réseau RECI et des Centres de ressources politique de la ville. Celles-ci ont été utilisées par le chercheur pour alimenter une réflexion

sur les effets du portage institutionnel et technocratique (appropriation locale) des politiques de lutte contre les discriminations.

VERSINI Dominique, **Rapport sur la diversité dans la fonction publique, Ministère de la Fonction Publique**, 2005, 107 p.

Résumé : Remis le 16 décembre 2004 à Renaud Dutreil, ministre de la Fonction publique, ce rapport de Dominique Versini dresse d'abord un état des lieux complet de la diversité au regard de l'emploi, au niveau national (études réalisées, initiatives du secteur privé et orientations ou décisions gouvernementales) puis au niveau de la fonction publique avec des éléments objectifs d'appréciation de la mesure de l'ascenseur social et de l'ampleur des discriminations. Pour cela, Dominique Versini s'est appuyé sur une étude effectuée en 2004 auprès de 38 000 personnes par deux chercheurs de l'Insee, sur le sexe, les origines sociales, et pour la première fois, les origines nationales de salariés du public et du privé. Au final, ce rapport préconise sept propositions, parmi lesquelles : promouvoir une charte de la diversité dans la fonction publique ; former et sensibiliser tous les cadres à la lutte contre les discriminations ; diversifier les dispositifs d'information, d'orientation et d'accompagnement en amont de l'entrée dans la fonction publique.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000632/0000.pdf>

III. Politique de la ville – généralités

AVENEL Cyprien, **La Politique de la Ville en quête de réforme**, Article publié dans lavedesidees.fr, le 7 mai 2013

http://www.lavedesidees.fr/IMG/pdf/20130507_la_politique_de_la_ville_en_quete_de_reforme.pdf

Collectif, **Questions à la politique de la ville**, in *Urbanisme*, n° 380, septembre-octobre 2011, 98 p.

Résumé : La revue *Urbanisme* consacre un dossier spécial consacré à la politique de la ville, à l'occasion des 30 ans de cette politique. Conçu en partenariat avec le Secrétariat général à la Ville, ce dossier revient sur en premier lieu sur l'histoire de cette politique (table ronde avec Hervé Masurel, secrétaire général à la Ville, Daniel Béhar, Sylvie Harburger, Thibault Tellier). Les directeurs des agences nationales, ACSE et ANRU, dont la création a bouleversé les modes d'intervention font le point sur leurs activités et perspectives notamment de coopération. La gouvernance de la politique de la ville est également largement abordée dans ce dossier, à travers les contributions de Cyprien Avenel (sociologue, auteur de travaux récents pour l'ODAS), de François-Xavier Roussel qui pointe les convergences des conclusions de nombreux rapports consacrés à la politique de la ville et propose une synthèse du rapport des députés Goulard-Pupponi, de Michel Didier qui présente le dispositif des délégués du préfet, et de Noémie Houard qui interroge les contradictions des politiques publiques dans leurs effets sur le peuplement des quartiers. Le diagnostic et l'évaluation sont également abordés à travers les travaux de l'ONZUS et les techniques de l'information géographique. Les contributions d'experts français et étrangers apportent des éléments de comparaisons internationales (politiques de rénovation urbaine dans 8 villes européennes, politique de la ville en Grande-Bretagne et en France, politique européenne sur le développement urbain et les quartiers défavorisés). Enfin, dans un contre-point critique, Thomas Kirszbaum met en parallèle la politique de la ville française et le développement communautaire nord-américain.

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/Urbanisme_politique_de_la_Ville.pdf

Ministère de l'égalité des territoires et du logement, Ministère délégué à la ville, **Loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine** ; NOR : VILX1315170. Version commentée de la loi : http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/loi_commentee.pdf

IV. Quelques sites ressources

Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET)

<http://cget.gouv.fr/>

Ministère de la Ville

<http://www.ville.gouv.fr/>

Le Défenseur des droits

<http://www.defenseurdesdroits.fr/>

Sur ce site vous trouverez un certain nombre d'outils réalisés par le Défenseur des droits : dépliants, fiches thématiques, guides... Un moteur de recherche permet de trouver des outils selon leur thématique.

Par exemple :

- Dépliant « **Combattre les discriminations** ». Octobre 2015
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/depliants/combattre-les-discriminations>
- Fiche thématique « **Égalité femmes-hommes** ». Décembre 2012, 6 p. :
http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_fic_egalite_femmes_homme.pdf
- Fiche thématique « **Déconstruction des stéréotypes et préjugés** ». Décembre 2012, 5 p. :
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/fiches-thematiques/deconstruction-des-stereotypes-et-prejuges>
- **Guide pour une évaluation non discriminante des emplois à prédominance féminine**. Mars 2013, 132 p. : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/guides/guide-pour-une-evaluation-non-discriminante-des-emplois-predominance-feminine>
- **Guide Gestion des ressources humaines dans les collectivités territoriales : Prévenir les discriminations et garantir l'égalité ?** Janvier 2013, 29 p. :
<http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/publications/guides/gestion-des-ressources-humaines-dans-les-collectivites-territoriales-prevenir>

INSET de Dunkerque, La lutte contre les discriminations dans les contrats de ville (pearltrees). Novembre 2015.

<http://www.pearltrees.com/insetdunkerque/lutte-discriminations-contrats/id15066219>

Plateforme Égalité contre le Racisme

<http://www.egalitecontreracisme.fr/>

Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports - « Tout sur l'élaboration des contrats de ville »

<http://www.ville.gouv.fr/?tout-sur-l-elaboration-des.437>

Les sites internet des structures membres du Réseau des Centres de ressources politique de la ville : <http://i.ville.gouv.fr/index.php/acteurs/2>

Panorama de presse de la politique de la ville : réalisé par le Réseau national des centres de ressources politique de la ville

<http://www.scoop.it/t/actu-politiquedelaville>

Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI)

<http://www.reseau-reci.org>

Panorama de presse du réseau RECI

<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>

Le site Stop Discrimination du Ministère de la Justice

<http://stop-discrimination.gouv.fr/>

Le site de l'initiative « Ensemble on fait quoi ? »

<http://www.ensembleonfaitquoi.fr/>

V. À l'IREV : un centre de documentation à votre disposition

Il est ouvert au public et compte près de 6000 références documentaires, consultables sur place sur rendez-vous (possibilités d'emprunt).

Contact : Hélène GUITER, chargée d'information documentation, h.guiter@irev.fr